plète à la classe ouvrière. C'est par bribe que l'opposition lui arracha des projets de loi favorables au peuple travailleur.

Le gouvernement Gouin a bien enfin accordé la semaine de 55 heures, **MAIS DANS LES FILATURES DE COTON OU DE LAINAGE SEULEMENT.**

L'opposition, comme en 1909, réclama l'application de cette loi dans toutes les manufactures, et en 1912 M. Gault proposait la motion suivante:

AMENDEMENT GAULT

(Voir Proc. Verb., Ass. Lég., 8 fév. 1912, page 243).

En amendement à la motion que le rapport soit reçu, M. Gault propose: "Que le rapport du comité général ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill soit de nouveau renvoyé au dit comité général, avec instruction de l'amender de manière que la limitation des heures de travail au profit des femmes et des enfants soit étendue et s'applique à toutes les manufactures.

Cette motion fut rejetée par un vote de parti.

POUR:—MM. Bernard, Cousineau, D'Auteuil, Gault, Lafontaine (Maskinongé), Patenaude, Plante, Sauvé, Sylvestre et Tellier.—Parmi ceux qui votèrent contre, remarquons:

MM. Benoit, Bissonnet, Caron (L'Islet), Décarie, Désaulniers, Finnie, Frémont, Gendron, Godbout, Gosselin, Gouin, Hay, Kelly, Langlois (St-Sauveur), Leclerc, Létourneau, Lévesque, Mercier, Mousseau, Neault, Ouellette, Petit, Pilon, Reed, Robert (St-Jean), Roy (Lévis), Tanguay, Taschereau, Tessier, Therrien, Tourigny, Vilas.

Ouvriers, quels sont vos amis. Ce vote vous l'indique encore, mais soyez sans crainte, les députés de la petite opposition se rappelleront ce vote et forceront les ministres autoocrates et les députés veules à vous rendre enfin justice pleine et entière. Rappelez-vous de M. Tellier et de ses vaillants lieutenants, les véritables amis de la classe ouvrière.

L'INDEMNITE AUX GRANDS ET PETITS JURÉS.

Depuis longtemps les grands et petits jurés recevaient une indemnité ridicule. Dès 1909, l'opposition attirait l'attention du gouvernement à ce sujet. M. Gouin, poussé à bout, avait bien augmenté quelque peu cette indemnité, mais l'opposition voulait encore, la justice pleine et entière, pour les citoyens appelés à contribuer à l'administration de la justice, et M. Bernard, appuyé par M. Sauvé, proposait le 22 mars 1911, la motion suivante:

(Voir Jour. Ass. Lég. 1911, p. 431).

"Tout en consentant à voter les subsides à sa Majesté, cette Chambre exprime l'avis que l'indemnité payée aux grands et petits jurés appelés à contribuer à l'administration de la justice est insuffisante, et elle invite instamment le gouvernement à présenter une mesure leur assurant une indemnité plus élevée et proportionnée autant que possible à la perte de temps et aux dépenses qu'ils sont obligés d'encourir."

POUR:—Messieurs Bernard, Cousineau, D'Auteuil, Giard, Lafontaine (Maskinongé), Patenaude, Sauvé, Tellier.—8.

CONTRE:—Tous les députés ministériels.